



« C'est le début d'une invasion russe de l'Ukraine »



© REUTERS.

Le président américain, Joe Biden, a dénoncé mardi « le début d'une invasion russe de l'Ukraine », annonçant des sanctions financières contre la Russie et de nouvelles livraisons d'armes « défensives » à l'Ukraine.

En annonçant que les régions ukrainiennes dont la Russie a reconnu l'indépendance vont plus loin que les zones actuellement contrôlées par les séparatistes, le président russe Vladimir Poutine « est en train d'élaborer des justifications pour aller beaucoup plus loin », a dit M. Biden. « Ceci est le début d'une invasion russe de l'Ukraine », a ajouté le président américain dans une adresse à la nation depuis la Maison Blanche. M. Biden a annoncé une « première tranche » de sanctions qui doivent couper la Russie des financements occidentaux et visent les « élites russes » ainsi que des institutions financières. « Nous mettons en place de vastes sanctions sur la dette souveraine russe. Cela signifie que nous coupons le gouvernement russe du financement occidental », a-t-il déclaré.

« J'ai autorisé le redéploiement de forces américaines déjà positionnées en Europe pour renforcer nos alliés baltes, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie », a poursuivi le chef de l'exécutif, tout en rappelant que les Etats-Unis n'abandonnaient pas l'espoir de trouver une issue diplomatique. « Il ne fait aucun doute que la Russie est l'agresseur, nous sommes donc conscients des défis auxquels nous sommes confrontés », a-t-il dit. « Néanmoins, il est encore temps d'éviter le scénario du pire qui infligerait d'énormes souffrances à des millions de personnes ». AFP

ABONNÉS



A lire sur le site, « Comprendre le conflit entre la Russie et l'Ukraine en cinq questions, par Benjamin Quénelle »



Une mine dans la région de Donetsk : le Donbass abrite le 4^e bassin houiller d'Europe, mais l'industrie extractive du charbon y est vieillissante et très polluante. © REUTERS.

bilité de protéger les populations russo-phones au-delà de ses frontières », reprend Mehmet Çagatay Güler. « Le Donbass, même s'il fait partie de l'Ukraine, est, suite à la gestion démographique (soviétique), largement peuplé de russophones » : Moscou a donc « encouragé » la création des « républiques populaires » de Donetsk et Louhansk.

Création de l'homo soviéticus

« Il faut pourtant faire la distinction entre russophones et Russes », decode Zénon Kowal, diplomate retraité et fin connaisseur de la région. « Le pouvoir soviétique avait d'un bout à l'autre de l'URSS organisé un brassage des nationalités pour créer un « homo soviéticus » parlant russe partout, ayant une mentalité russe. Il s'agissait de supprimer peu à peu les attaches identitaires nationales des populations locales. Cela s'est passé notamment au Donbass, après la famine créée artificiellement par Staline en 1933 (« Holodomor ») et qui a fait au moins 5 millions de morts, surtout dans la paysannerie, ciblée car plus attachée aux traditions et coutumes ».

« Le pouvoir soviétique a ensuite attiré des populations russes dans la région, car il voulait en accélérer l'industrialisation », poursuit Zénon Kowal. « Au fil des générations, certains ont conservé une pure mentalité russe, mais d'autres ont absorbé la mentalité ukrainienne et se considèrent ukrainiens, même s'ils sont restés russophones. Il y a eu de très nombreux mariages mixtes et, jusqu'en 2014, il n'y avait pas d'inimitié entre ces deux groupes de population qui, selon l'idéologie soviétique, se considéraient comme peuples frères ». Une harmonie qui a, depuis, volé en éclats...

géopolitique A travers le monde, le Kremlin n'hésite pas à s'appuyer sur une « diplomatie militaire »

BAUDOIN LOOS

Que se passe-t-il dans la tête de Vladimir Poutine ? Les supputations n'ont jamais cessé depuis que l'ex-officier du KGB dirige la Russie, soit 22 ans. L'une des clés de compréhension se situe clairement dans l'examen de la politique étrangère qu'il met en œuvre. Où l'impression prévaut que le maître du Kremlin entend faire renaître « l'empire » russe qui s'était effondré avec la disparition de l'Union soviétique, en 1991, vécue comme une réelle humiliation. Mais peut-être n'est-ce qu'une impression.

Une chose semble sûre : Poutine ne peut ignorer qu'il ne dispose pas des moyens nécessaires pour imposer au monde une Russie qui serait l'égal des Etats-Unis comme au temps de la Guerre froide. Il n'empêche, la politique étrangère russe comporte un imposant levier militaire – tout comme celle des Etats-Unis, remarquera-t-on. Et ce levier militaire se déploie dans deux grands axes.

Détruire les tentatives d'encerclement

Le premier axe procède d'une forme de paranoïa, fondée ou non, qui voit le dirigeant russe s'employer à détruire par tous les moyens ce qu'il perçoit comme des tentatives d'encerclement – sinon, à terme, d'étranglement – de son pays. C'est ainsi que l'armée russe s'était portée au secours des sécessionnistes pro-russes en Géorgie (l'Abkhazie et l'Ossétie du sud) en 2008, et qu'elle intervient actuellement dans le Donbass, précédée ces dernières années par des supplétifs plus discrets, comme les mercenaires de l'agence Wagner.

L'impression prévaut que le maître du Kremlin entend faire renaître « l'empire » russe qui s'était effondré avec la disparition de l'Union soviétique, en 1991

L'autre axe de « la diplomatie militaire » russe consiste à intervenir bien plus loin, au-delà du voisinage immédiat, au gré des circonstances et des occasions. C'est typiquement le cas de la Syrie, où Poutine a bien perçu les atermoiements et les renoncements occidentaux au début du conflit interne (2011-2014), avant de décider d'en-



L'intervention russe en Syrie, décidée par Vladimir Poutine, a été décisive pour assurer la survie du régime de Bachar el-Assad. © REUTERS.

voyer ses propres bombardiers en appui (d'ailleurs décisif) à son allié, le dictateur Bachar el-Assad.

Ailleurs, les interventions militaires russes restent marquées du sceau de la prudence. Des accords de coopération militaires existent ainsi avec plusieurs régimes africains, mais lorsqu'il s'agit de prendre physiquement part à des conflits, les mercenaires russes, de Wagner ou d'autres sociétés privées, restent en tout cas pour le moment seuls à se mouiller sur le terrain, comme on l'a vu ces dernières années en Libye ou sans doute actuellement au Mali.

Un « poutinisme » sans réelle idéologie

On notera enfin deux éléments. D'une part, la diplomatie russe ne refuse pas le concours de moyens modernes, comme la désinformation massive sur les réseaux sociaux et les cyberattaques, alors que, d'autre part, elle ne se met pas au service d'une idéologie propre. Le « poutinisme », s'il existe, n'a pas pour vocation d'imposer le communisme, le fascisme ou une quelconque autre idéologie, même si le nationalisme et l'orthodoxie sont convoqués pour cultiver l'assentiment des foules et magnifier l'unité de la nation. Il consiste à assurer la pérennité d'un ordre, celui de Vladimir Poutine, qui veut faire respecter la puissance retrouvée de la Russie, et cela par tous les moyens, militaires, mafieux ou autres.